

**BORDEREAU DE VERSEMENT AUX
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES
DU DOUBS**

Intitulé du service versant :

Préfecture du Doubs

Service de la coordination interministérielle départementale (SCID)

N° de versement : 2355 W

Service producteur : Direction des actions de l'État (DAE) – Pôle coordination générale interministérielle

Métrage : 8,40 mètres linéaires

Date du versement :

2 juin 2016

Exemplaire destiné au service versant

X Exemplaire destiné aux Archives

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
	Sommaire du bordereau			
1-60	Politique de la ville	1992-2009		
1	Visites protocolaires	1993-1997		
2	Inspection générale sur les subventions versées aux associations du Pays de Montbéliard	1992-1993		
3	Service des publics de proximité dans les quartiers (SPP)	1991-1996		
4-5	Programme d'aménagement concerté du territoire (PACT)	1992-1993		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
6-7	Plan de relance	1993-1994		
8-44	Contrats de ville	1992-2008		
8-17	Premiers contrats	1992-2000		
18-41	Seconds contrats	1999-2006		
42-44	Délégués de l'État	1996-2008		
45	Plan départemental de prévention de la délinquance	1992-1998		
46-47	Contrats locaux de sécurité (CLS)	1993-2003		
48-49	Opération ville-vie-vacances	1999-2006		
50-55	Actions éducatives départementales	1998-2009		
56-58	Opérations de renouvellement urbain (ORU)	2003-2006		
59-60	Comités de quartiers de Besançon	1992-2007		
61-84	Actions en faveur des personnes défavorisées	1990-2011		
61-83	Logement	1990-2011		
61	Études générales	1995-2000		
62-77	Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD)	1990-2011		
78-80	Hébergement d'urgence	1993-2000		
81	Programmes locaux d'habitat	1991-2003		
82-83	Intervention de l'État auprès de particuliers	1991-2001		
84	Commission d'action sociale d'urgence (CASU)	1998-2002		
85-99	Accueil des gens du voyage	1951-2012		
85	Stationnement dans les communes du Doubs	1951-1984		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
86-98	Schéma départemental	1995-2012		
99	Autres dossiers	2000-2007		
1-60	Politique de la ville	1992-2009		
1	Visites protocolaires : programmes des visites, dossiers des sujets abordés, coupures de presse, notes. Visite du Premier ministre Édouard Balladur le 1^{er} octobre 1993. Visite du Président de la République Jacques Chirac les 6-8 mars 1996. Visite de madame Piot, chargée de mission pour la Délégation interministérielle de la ville. Visite du Ministre de la ville Jean-Claude Gaudin le 25 octobre 1996. Visite du Ministre de la ville et de l'intégration Eric Raoult le 21 février 1997. Visite du Conseil national des villes le 13 mars 1997.	1993-1997		
2	Inspection générale sur les subventions versées aux associations du Pays de Montbéliard : notes, tableaux des crédits spécifiques et classiques versés par les différents ministères, correspondance. Inspection réalisée par l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS). Pas de rapport d'inspection dans le dossier.	1992-1993		
3	Services publics de proximité dans les quartiers (SPP), renforcement et amélioration : comptes rendus de réunions, notes, recensement des SPP, projets, arrêtés préfectoraux de création et de dissolution d'une régie d'avance, arrêtés préfectoraux d'attribution de subventions.	1991-1996		
4-5	Programmes d'aménagement concerté du territoire (PACT)	1992-1993		
4	Agglomération de Besançon comptes rendus de réunions, projets de programmation, avis des services de l'État, coupures de presse, dossier d'attribution de subvention pour la mise en place de la signalétique du patrimoine historique de Besançon.			

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
5	Aire urbaine Belfort - Pays de Montbéliard - Héricourt : comptes rendus de réunions, propositions d’actions, programme, tableaux des crédits engagés.	1993-1994		
6-7	Plan de relance			
6	Programmation des crédits : tableaux de proposition d’utilisation des crédits, comptes rendus de réunions, coupures de presse.			
7	Suivi des opérations financées : comptes rendus de réunions, notes, états d’avancement des opérations. Contient notamment le volet BTP du plan de relance.	1992-2008		
8-44	Contrats de ville Les contrats de ville sont des programmes pluriannuels de développement social urbain destiné au traitement prioritaire des quartiers les plus difficiles à l’échelle de la collectivité concernée. Les objectifs de chaque contrat sont fixés par une convention-cadre ou un protocole d’accord. Ceux-ci sont signés entre l’État et la ville ou la communauté de communes concernée. Le Conseil régional, le Conseil général ainsi que la communauté de communes dont fait partie la ville ou les communes faisant partie de la communauté de communes y sont également associées avec un certain nombre de partenaires institutionnels tels que le fond d’action sociale (FAS), la caisse d’allocations familiales (CAF) et les organismes logeurs (Offices de HLM entre autres). En 2007, les contrats de ville furent remplacés par les contrats urbains de cohésion sociale (CUCS).			
8-17	Premiers contrats			
8	Préparation des projets régionaux : instructions nationales, comptes rendus de réunions, tableaux des sites retenus, correspondance.	1992-1994		
9-14	Contrat de ville de Besançon Le premier contrat de ville de Besançon couvre la période 1994-1999.	1993-2000		
9-11	Élaboration	1993-1994		
9	Circulaires, notes, projet de déclaration d’intention.	1993		
10	Comptes rendus de réunions.	1993-1994		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
11	Projets de protocole d'accord, dossier de presse, protocole d'accord définitif.	1994		
12	Programmation : tableaux des actions financées par année et par quartier, notes, correspondance.	1996-1998		
13	Suivi de la programmation : comptes rendus de réunions du comité de pilotage, du comité interministériel départemental (CID) et du groupe opérationnel.	1994-1998		
14	Évaluation : référentiel d'évaluation, comptes rendus annuels d'évaluation, bilan général.	1996-2000		
15-17	Contrat de ville du District urbain du Pays de Montbéliard (DUPM) Le premier contrat de ville du DUPM couvre la période 1994-1998.	1993-2000		
15	Élaboration : déclaration d'intention, comptes rendus de réunions, avis des services de l'État, notes, contrat définitif, protocole d'accord pour la ville d'Étupes (1996), protocole d'accord pour la ville de Valentigney (1997).	1993-1997		
16	Programmation : tableaux des actions financées par commune.	1996-1998		
17	Évaluation : comptes rendus annuels d'évaluation, rapports, bilan général.	1996-2000		
18-41	Seconds contrats	1999-2006		
18-19	Programmation départementale : tableaux de programmation, tableaux de suivi des crédits, annexes financières contenant l'ensemble des crédits mobilisés par l'État et les tableaux prévisionnels de financement. Articles concernant les villes de Besançon, Montbéliard et Pontarlier.	1999-2006		
18	1999-2002			
19	2003-2006			
20-33	Contrat de ville de Besançon Le second contrat de ville de Besançon couvre la période 2000-2006.	1999-2006		
20-21	Élaboration	1999-2000		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
20	Projets, avis des services de l'État et des organismes bailleurs, notes, diagnostics, études.	1999-2000		
21	Convention-cadre définitive et annexes territoriales.	2000		
22-24	Programmation : tableaux des propositions de programmation, fiches des actions soumises à la programmation, comptes rendus de réunions, correspondance.	2000-2006		
22	2000			
23	2001-2003			
24	2005-2006			
25-28	Suivi de la programmation : comptes rendus de réunions du comité de pilotage, du comité interministériel départemental (CID) et du groupe opérationnel.	2000-2006		
25	2000-2001			
26	2002-2004			
27	2005			
28	2006			
29-31	Associations aidées dans le cadre du contrat de ville	2001-2005		
29-30	Dossiers de demande de subvention : fiches d'instruction, statuts des associations, budgets prévisionnels des actions, arrêtés préfectoraux d'attribution de subvention. Dossiers instruits en Préfecture et intégralement conservés pour l'année 2005.	2005		
29	Dossiers n°16-127			
30	Dossiers n°130-193			
31	Association La Palmeraie, suivi par la Préfecture : comptes rendus de réunions, bilans d'activité, copie de jugement du tribunal de grande instance.	2001-2004		
32-34	Évaluation : comptes rendus de réunions du comité d'orientation, bilans annuels, rapport final d'évaluation.	2000-2006		
32	2000-2002			

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
33	2003			
34	2004-2006			
35-37	Contrat de ville du Pays de Montbéliard Le second contrat de ville de l'agglomération de Montbéliard couvre la période 2000-2006.	1999-2005		
35	Élaboration : études, protocole d'accord, convention-cadre, conventions territoriales.	1999-2000		
36-37	Programmation et suivi : tableaux des propositions de programmation, comptes rendus de réunions, tableaux des crédits alloués, bilan des programmes d'actions (2000).	2000-2005		
36	2000			
37	2001-2005			
38-41	Contrat de site sensible de Pontarlier Le contrat de site sensible est un type spécifique de contrat de ville. Le contrat de site sensible de Pontarlier comprend un contrat local de sécurité (CLS), un contrat éducatif local (CEL), un contrat temps libre et un contrat enfance. Il couvre la période 2000-2006.	2000-2006		
38	Élaboration : projets et version définitive de la convention-cadre. Contient notamment le bilan du contrat d'agglomération (2000).	2000		
39-41	Programmation et suivi : tableaux des crédits alloués, comptes rendus de réunions, bilans des actions.	2000-2006		
39	2000-2001			
40	2002-2003			
41	2004-2006			
42-44	Délégués de l'État	1996-2008		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
42-43	Un délégué de quartier est désigné dans chaque zone prioritaire des contrats de ville. Leur mission se décline en trois grands objectifs : assurer une présence individualisée, directe et visible de l'État dans les quartiers, recueillir des informations susceptibles d'aider les représentants de l'État à affiner leur vision des quartiers et assurer la cohérence et la complémentarité des actions mises en œuvre au titre de la politique de la ville par les services de l'État. Besançon Chaque dossier contient tout ou partie seulement des pièces suivantes : circulaires, comptes rendus de réunions, études relatives aux quartiers, correspondance.	1996-2008		
42	1996-2002			
43	2003-2008			
44	Montbéliard : comptes rendus de réunions, rapports, correspondance.	1999-2005		
45	Plan départemental de prévention de la délinquance : circulaires, comptes rendus de réunions, avis des services de l'État, notes.	1992-1998		
46-47	Contrats locaux de sécurité (CLS) Instaurés par la circulaire interministérielle du 28 octobre 1997, les CLS sont signés entre le Préfet et le représentant de la commune ou de la communauté de communes concernée. Ils constituent l'outil principal d'une politique de sécurité privilégiant l'éducation à la citoyenneté comme axe de prévention, la proximité comme objectif de redéploiement de la police et de la gendarmerie et l'efficacité par un renforcement de l'action conjointe de l'ensemble des services de l'État.	1998-2003		
46	CLS de Besançon-Chalezeule : contrats, fiches de programmation des crédits, comptes rendus de réunions, rapports d'évaluation.	1998-2003		
47	CLS du Pays de Montbéliard : diagnostic, projets, contrat définitif.	1998		
48-49	Opération ville-vie-vacances L'opération ville-vie-vacances s'adresse aux jeunes de 13 à 25 ans issus des quartiers difficiles (résidant en priorité dans les agglomérations en contrat de ville), avec une priorité donnée aux jeunes connus du service de prévention spécialisée. Ce dispositif annualisé met en œuvre des activités de proximité à dominante sportives et des sorties sous forme de mini-camps ou de séjours autonomes. Chaque dossier contient tout ou partie seulement des pièces suivantes : circulaires, dossiers de demande de subvention, bilans des actions.	1999-2006		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
48	1999-2003			
49	2004-2006			
50-55	Actions éducatives départementales	1998-2009		
50-51	Contrat éducatif local (CEL) Le CEL, instauré par la circulaire interministérielle n°98-119 du 9 juillet 1998, est un contrat entre l'État et une commune associant l'ensemble des partenaires institutionnels autour de l'offre éducative. Ce contrat conclu pour 3 ans vise à devenir l'instrument unique d'organisation des activités périscolaires et extrascolaires.	1998-2003		
50	Comité de pilotage départemental : comptes rendus de réunions, dossiers de séances.	1998-2003		
51	CEL de Besançon : dossier préparatoire du contrat définitif, comptes rendus de réunions.	1999-2001		
52-55	Contrat local d'accompagnement scolaire (CLAS) Le CLAS est un dispositif mis en place suite à la circulaire interministérielle n°2000-341 du 22 juin 2000, qui vise à harmoniser et unifier les dispositifs d'accompagnement scolaire. La mise en œuvre de ce dispositif doit veiller à assurer une articulation entre les actions éducatives inscrites dans le cadre du CEL et celles qui relèvent spécifiquement de l'accompagnement scolaire. Chaque dossier contient tout ou partie seulement des pièces suivantes : circulaires, comptes rendus de réunions du comité technique départemental, dossiers de demande de subvention, comptes rendus de contrôle des actions, bilans des actions.	1999-2009		
52	1999-2002			
53	2003-2004			
54	2005			
55	2006-2009			
56-58	Opérations de renouvellement urbain (ORU)	2003-2006		
56-57	Quartier Clairs-Soleil à Besançon	2003-2006		
56	2003-2004			

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
57	Dossier d'engagement, délibérations du conseil municipal et du conseil d'administration de l'office public d'habitations à loyer modéré, rapports. 2005-2006 Conventions, avenants, programmes des opérations, délibérations du conseil municipal.			
58	Montbéliard, projet de réalisation : analyse, rapports, plan de financement.	2004		
59-60	Comités de quartier de Besançon : notes, comptes rendus des assemblées générales et des comités d'orientation, comptes rendus d'activité, journaux des comités de quartier, projets de réhabilitation, coupures de presse.	1992-2007		
59	Quartier de la Grette-Brûlard	1992-2005		
60	Quartier de Saint-Ferjeux	1998-2007		
61-84	Actions en faveur des personnes défavorisées	1990-2011		
61-83	Logement	1990-2011		
61	Études générales « Les quartiers d'habitat social franc-comtois », étude réalisée par le service habitat de la Direction régionale de l'équipement (DRE) et par l'Université de Franche-Comté (1995). « Atlas départemental du logement dans le département du Doubs », étude réalisée par l'Agence départementale d'information sur le logement (ADIL) et le Conseil général du Doubs (2000).	1995-2000		
62-77	Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD) Instauré par la loi n°90-449 du 31 mai 1990 (dite loi Besson) relative à la mise en œuvre du droit au logement, le PDALPD, co-animé par la Préfecture et le Conseil général, a pour objectif de favoriser l'accès au logement ou le maintien dans leur logement des personnes ou familles défavorisées en mettant en place plusieurs types d'actions.	1990-2011		
62-64	Premier plan	1991-1998		
62	Élaboration et évaluation : conventions, fiches individuelles d'évaluation des actions, note relative à la préparation du second plan.	1991-1998		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
63-64	Mise en œuvre : comptes rendus de réunions du comité de pilotage.	1994-1998		
63	1994-1995			
64	1996-1998			
65-67	Deuxième plan	1999-2001		
65	Élaboration et évaluation : circulaire, bilan du plan précédent, conventions, plaquette explicative, bilan d'étape et bilan général.	1999-2001		
66-67	Mise en œuvre : comptes rendus de réunions du comité permanent.	1999-2001		
66	1999-2000			
67	2001			
68-69	Troisième plan	2002-2007		
68	Élaboration et évaluation : présentation du plan, plaquette d'information, bilans annuels, bilan général.	2002-2007		
69	Mise en œuvre : comptes rendus de réunions du comité permanent.	2004-2005		
70	Quatrième plan : étude relative aux situations d'éloignement durable et d'exclusion de l'emploi en Franche-Comté (2007), compte rendu de réunion du comité départemental (2011), projet de plan 2012-2016 (2011).	2007-2011		
71-77	Outils opérationnels	1990-2006		
71-72	Fonds de solidarité pour le logement (FSL) Le FSL a pour objectif de permettre l'accès au logement et/ou le maintien dans un logement des personnes défavorisées par l'octroi d'aides financières ou de mesures d'accompagnement social lié au logement. Le FSL est l'outil financier du PDALPD. Chaque dossier contient tout ou partie seulement des pièces suivantes : conventions, avenants, comptes rendus de réunions, tableaux de suivi de la situation financière générale, bilans d'activité.	1991-2006		
71	1991-1995			
72	1996-2006			

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
73	Fonds d'aide aux accédants en difficulté (FAAD) : conventions et avenants, comptes rendus de réunions de la commission plénière, règlement intérieur, bilans d'activité, notes. Le FAAD est un dispositif financier de solidarité à l'égard des accédants à la propriété en difficultés titulaires de prêts d'accession à la propriété (PAP).	1993-1998		
74	Gestion sociale de proximité (GSP) : conventions, avenants, comptes rendus de réunions, bilans annuels d'activité. La GSP, financée par le FSL et conduite par convention par les bailleurs sociaux, doit permettre de favoriser et faciliter l'accueil, le maintien ou la mobilité des ménages en difficulté dans le parc social et aider à l'insertion spatiale et sociale des ménages source de conflits locatifs.	1990-1996		
75	Accompagnement social lié au logement (ASLL) : conventions, avenants, comptes rendus de réunions, bilans annuels d'activité. L'ASLL, financé par le FSL et conduit par convention par des associations, des centres communaux d'action sociale (CCAS) ou les caisses d'allocation familiales (CAF), a pour but de favoriser l'autonomie des personnes afin de permettre une insertion durable dans un logement.	1993-2002		
76	Allocation de logement temporaire (ALT) : conventions, avenants, statuts des associations, bilans d'activité. L'ALT est une aide financière versée aux associations logeant à titre temporaire des personnes défavorisées. Pour cela, une convention d'agrément doit être signée entre l'État et l'association à but non lucratif dont l'objet social doit comprendre l'insertion ou le logement des personnes défavorisées.	1994-2004		
77	Programme social thématique (PST) : circulaires, conventions de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS), avenants, comptes rendus d'activité.	1990-2004		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
78-80	Le PST a pour objectif d'accueillir des personnes défavorisées dans le parc privé grâce à la remise en état de logements vacants ou la création de logements par transformation d'usage. Pour cela, les propriétaires privés sont incités à réaliser des travaux d'amélioration de leurs logements et à loger les catégories de locataires visés par le PDALPD grâce à une subvention versée par l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH). En contrepartie, les propriétaires doivent signer une convention avec l'État qui fixe un loyer plafond. Une mission de suivi et d'animation, appelée maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS), est confiée à un organisme animateur par convention signée entre l'État, le Conseil général, le Comité régional du logement de Franche-Comté et le Comité du logement de la chambre de commerce et d'industrie du Doubs. Cette mission donne lieu à des bilans techniques, financiers et sociaux sous forme de comptes rendus d'activité. Hébergement d'urgence	1993-2000		
78	Financement des opérations d'hébergement d'urgence : circulaires, dossiers de financement des associations ou des CCAS, correspondance. Le financement des opérations d'investissement visant à développer l'hébergement d'urgence s'appuie sur la circulaire n°93-58 du 23 juillet 1993 du ministère du logement relative à l'hébergement d'urgence et au logement temporaire des personnes défavorisées.	1993-1995		
79	Plan départemental pour l'hébergement d'urgence : circulaires, avis des services de l'État, notes, plan définitif. Le plan départemental pour l'hébergement des personnes sans abri est institué par l'article 21 de la loi du 21 juillet 1994 relative à l'habitat et la circulaire interministérielle n°94-66 du 3 août 1994. Le plan doit prévoir, après une analyse des besoins, les capacités d'hébergement d'urgence à offrir dans des locaux présentant des conditions d'hygiène et de confort respectant la dignité humaine.	1994-1996		
80	Dispositif hivernal : circulaires, comptes rendus de réunions, conventions, listes des structures accueillantes, plaquettes d'information au public, coupures de presse. Le dispositif particulier d'accueil et l'hébergement des personnes sans domicile fixe pendant la période hivernale est fixée par la circulaire n°696 du 8 novembre 1996 du ministère de l'emploi et de la solidarité.	1996-2000		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
81	Programmes locaux de l'habitat. - District du Grand Besançon : circulaires, notes, projets, conventions, délibérations du conseil distrital, comptes rendus du comité de pilotage du PLH, diagnostic, bilan 1998 (1991-2003). Pays de Montbéliard : convention d'application (2003). Créés par la loi de décentralisation du 7 janvier 1983 et redéfinis par la loi n°91-662 d'orientation sur la ville (LOV) du 13 juillet 1991, les PLH sont élaborés pour une durée au moins égale à 5 ans à l'initiative et sous la responsabilité d'un établissement de coopération intercommunale (EPCI). Les objectifs du PLH visent à établir une politique et des actions pour répondre aux besoins en logement et à assurer entre les communes une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logement. Une convention est signée entre l'État et l'EPCI pour définir les conditions de mise en application du PLH et les engagements réciproques des deux parties.	1991-2003		
82-83	Intervention de l'État auprès de particuliers : avis des services de l'État et des organismes bailleurs, notes, copies de décisions rendues par le Tribunal administratif, rapports de gendarmerie, coupures de presse, correspondance.	1991-2001		
82	1991-1994			
83	1995-2001			
84	Commission d'action sociale d'urgence (CASU) : circulaires, convention, comptes rendus de réunions du comité de pilotage et de la commission plénière, études et bilans réalisés par la CASU. La loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions du 29 juillet 1998 (article 154) a créé la CASU, dont l'objectif est la coordination des aides financières à destination notamment des personnes et des familles rencontrant de graves difficultés.	1998-2002		
85-99	Accueil des gens du voyage	1951-2012		
85	Stationnement dans les communes du Doubs : arrêtés municipaux, procès-verbaux de gendarmerie, coupures de presse, correspondance.	1951-1984		
86-98	Schéma départemental	1995-2012		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
86-91	Le schéma départemental est instauré par la loi Besson du 31 mai 1990 et la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie relatives à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage. Il définit le dispositif d'accueil des gens du voyage à l'échelle départementale. Pour cela, il prévoit les secteurs géographiques d'implantation des aires permanentes d'accueil et les communes où celles-ci doivent être réalisées. De plus, il définit la nature des actions à caractère social destinées aux gens du voyage qui les fréquentent, il détermine les emplacements susceptibles d'être occupés temporairement à l'occasion de rassemblements traditionnels ou occasionnels et définit les conditions dans lesquelles l'État intervient pour assurer le bon déroulement de ces rassemblements. Il est élaboré par le Préfet et par le Président du Conseil général. Il est approuvé conjointement par ceux-ci après avis du conseil municipal des communes concernées et de la commission consultative. Il est révisé au moins tous les 6 ans à compter de sa publication. Un premier schéma a été approuvé le 30 décembre 1996 et un second a été publié le 13 septembre 2004. Élaboration	1995-2007		
86-89	Études préparatoires. Chaque dossier contient tout ou partie seulement des pièces suivantes : études, comptes rendus de réunions, projets, coupures de presse, notes, correspondance.	1995-2003		
86	1995-1999			
87	2000			
88	2001-2002			
89	2003			
90	Commission départementale consultative : arrêtés de constitution, comptes rendus de réunions, dossiers examinés en séance. La commission consultative, présidée par le Préfet et le Président du Conseil général, émet un avis sur le schéma départemental et établit un bilan d'application de celui-ci. Elle est composée de représentants des communes concernées, de représentants des gens du voyage et de représentants des associations intervenant auprès des gens du voyage.	2002-2007		
91	Schémas définitifs et avenants.	1996-2006		
92-97	Application	2003-2008		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
92	Règlement intérieur des aires d'accueil, harmonisation départementale : comptes rendus de réunions, modèles de règlements.	2004-2005		
93	Passages de missions évangélistes : tableaux des passages annoncés, correspondance.	2007-2008		
94-96	Création ou réhabilitation des aires d'accueil. Chaque dossier comprend tout ou partie seulement des pièces suivantes : études, fiches opérationnelles et d'instruction, arrêtés préfectoraux de financement, délibérations des conseils municipaux des communes concernées, conventions de gestion des aires d'accueil entre l'État et les communes, comptes rendus de réunions, pétitions, coupures de presse, correspondance. Classement dans l'ordre alphabétique des collectivités concernées.	2003-2008		
94	Baume-les-Dames et Communauté d'agglomération du grand Besançon (CAGB).	2004-2008		
95	Communauté d'agglomération du pays de Montbéliard (CAPM) et Communauté de communes du Larmont.	2003-2008		
96	Morteau - Valdahon Morteau (2008). Communauté de communes du plateau mâchois (2007). Communauté de communes du pays d'Ornans (2003-2008). Communauté de communes du canton de Quingey (2003-2008). Communauté de communes du Val Sain-Vitois (2006-2007). Valdahon (2007-2008).	2003-2008		
97	Prorogation des délais de réalisation : bilans de réalisation, avis des services instructeurs, correspondance.	2005-2007		
98	Projet de révision : circulaire, comptes rendus de réunions, notes, enquête, étude.	2010-2012		
99	Autres Dossiers. - Insertion économique, suivi administratif par la Boutique de gestion : notes, bilan, correspondance (2000-2001). Médiateur auprès des gens du voyage, désignation : fiche réflexe, correspondance (2006-2007).	2000-2007		

À ma connaissance, les archives (documents et leur conditionnement) faisant l'objet du présent versement n'ont pas été stockées dans des locaux amiantés ayant pu les contaminer.

Le chef du service versant :

Les documents ci-dessus mentionnés ont bien été pris en charge par les Archives départementales.

Besançon, le 2 juin 2016

La Directrice des Archives départementales du Doubs

Nathalie VIDAL